



Carte scolaire de la rentrée 2018

Imagination, efforts ou souffrances au travail...??

Voilà ce que réserve la carte scolaire telle que la dessine notre ministre Blanquer, plébiscité par l'ensemble de la presse ! C'est une saignée sans précédent qui s'annonce pour la rentrée 2018 sous le prétexte que l'académie d'Amiens a toujours été l'une des mieux dotées, quand elle reste l'une des plus prioritaires!

Dans le primaire

Pour permettre le CP à 12, les classes vont être dédoublées mais à quel prix !? Quelques chiffres pour se rendre compte de l'ampleur de la catastrophe...

44 dédoublements de classes sont prévues contre 48 fermetures : le bénéfice du dédoublement est donc nul. La baisse des effectifs des élèves à la rentrée ne serait correspondre à la fermeture de 45 postes, on estime qu'elle représenterait au mieux 28 suppressions de postes.

C'est une double peine pour les écoles rurales, qui seront le plus touchées par cette nouvelle carte. L'éloignement géographique ou les classes à plusieurs niveaux

Dans le secondaire

La situation est encore plus catastrophique puisque la suppression de 29 postes ne correspond pas à une baisse conséquente d'effectifs...et c'est l'équivalent d'un collège qui disparaîtrait à la rentrée! La fusion du collège Jean-Marc Laurent et de Guy Maréchal serait envisageable d'après l'élue, Françoise Maille, chargée des collèges et de la réussite scolaire. Sans compter l'inclusion d'élèves en ULIS qui ne sont pas pris en compte dans la répartition initiale des élèves par classe et qui font grimper les effectifs de 2, 3 voir 4 élèves en plus par classe, sans aide ou trop partielle pour une réelle prise en charge.

Ci-contre la DHG des collèges nous montre un écart de 889 heures entre celle de 2017 et la prévisionnelle de 2018...

Cette carte scolaire se fait au prix d'une véritable marchandisation de l'éducation de nos enfants, au mépris du travail des enseignants et du cadre scolaire nécessaire aux élèves.

Et dans les écoles privées ?

Cette réduction des budgets et des personnels s'accompagne dans le même temps d'un cadeau de 10 millions d'euros pour l'enseignement privé, déjà gavées de subventions, et où se perpétue l'entre-soi des classes dominantes. Ce financement du privé vient se subtiliser à l'enseignement public dans un petit arrêté publié en catimini au journal officiel le 6 décembre dernier.

Pour Sud Éducation, cette politique gouvernementale qui fait d'un côté des effets d'annonce du "100% de réussite" et de l'autre qui met en place un dispositif gadget "de dédoublements des classes de CP et CE1", n'ayant pour effet que de surcharger des classes déjà en effectifs considérable, est inacceptable et nous encourageons toutes actions de parents, enseignants, élèves luttant pour défendre leur attachement à une école publique de qualité.

Ville	Collèges	DHG 2017	Prév 2018	Ecart
ABBEVILLE	MILLEVOYE	788,00	760,50	-27,5
ABBEVILLE	DE PONTTHIEU	776,50	774,00	-2,5
ACHEUX EN AMIENOIS	EDMEE JARLAUD	363,50	363,50	0
AILLY LE HAUT CLOCHER	ALAIN JACQUES	394,50	419,50	25
AILLY SUR NOYE	WILLIAM HENRI CLASSEN	478,50	510,50	32
AILLY SUR SOMME	ARTHUR RIMBAUD	622,50	631,50	9
AIRAINES	ARTHUR RIMBAUD	371,50	364,50	-7
ALBERT	ARTHUR RIMBAUD	484,50	455,50	-29
ALBERT	ARTHUR RIMBAUD	367,50	367,50	0
AMIENS	ARTHUR RIMBAUD	538,50	539,50	1
AMIENS	ARTHUR RIMBAUD	742,50	744,50	2
AMIENS	EDOUARD LUCAS	851,50	788,50	-63
AMIENS	ROSA PARKS	678,50	620,50	-58
AMIENS	SAGEBIEN	726,50	787,50	61
AMIENS	AUGUSTE JANVIER	513,50	513,50	0
AMIENS	CESAR FRANCK	707,50	645,50	-62
AMIENS	JEAN MARC LAURENT	553,50	491,50	-62
AMIENS	GUY MARESCHAL	532,50	438,50	-94
BEAUCAMPS LE VIEUX	MAL LECLERC DE HAUTECLOQUE	406,50	363,50	-43
BERNAVILLE	DU BOIS L EAU	446,50	448,50	2
BRAY SUR SOMME	ANTOINE DE ST EXUPERY	241,00	242,50	1,5
CHAULNES	ARISTIDE BRIAND	453,50	426,50	-27
CONTY	JULES FERRY	543,50	484,50	-59
CORBIE	EUGENE LEFEBVRE	512,50	456,50	-56
CRECY EN PONTTHIEU	JULES ROY	358,50	359,50	1
DOMART EN PONTTHIEU	DU VAL DE NIEVRE	478,50	463,50	-15
DOULLENS	JEAN ROSTAND	760,50	696,00	-64,5
FEUQUIERES EN VIMEU	GASTON VASSEUR	512,50	487,50	-25
FLIXECOURT	A. MANESSIER	374,50	338,50	-36
FRIVILLE ESCARBOTIN	LA ROSE DES VENTS	579,50	576,50	-3
GAMACHES	LOUIS JOUVET	606,50	580,50	-26
HAM	VICTOR HUGO	688,50	711,50	23
LONGPRE LES CORPS STS	DES CYGNES	358,50	360,50	2
LONGUEAU	JOLIOT CURIE	452,50	481,50	29
MERS LES BAINS	JOLIOT CURIE	332,50	333,50	1
MONTDIDIER	PARMENTIER	544,50	488,50	-56
MOREUIL	JEAN MOULIN	658,50	608,50	-50
NESLE	LOUIS PASTEUR	361,50	363,50	2
NOUVION	JACQUES PREVET	396,50	389,50	-7
OISEMONT	CHARLES BIGNON	357,50	360,50	3
PERONNE	BERANGER	919,00	894,00	-25
POIX DE PICARDIE	DES FONTAINES	455,50	426,50	-29
RIVERY	JULES VERNE	571,50	574,50	3
ROISEL	GASTON BOUCOURT	363,50	360,50	-3
ROSIERES EN SANTERRE	JULES VERNE	483,50	455,50	-28
ROYE	LOUISE MICHEL	621,50	591,50	-30
RUE	DU MARQUENTERRE	464,50	453,50	-11
ST VALERY/SOMME	DE LA BAIE DE SOMME	449,50	393,50	-56
VILLERS BOCAGE	LES COUDRIERS	728,50	665,50	-63
VILLERS BRETONNEUX	JACQUES BREL	479,50	510,50	31
		26452,50	25563,50	-889

Moyens en baisse et suppressions de postes

Les remous du mois de décembre suite à la mobilisation des personnels pour défendre leurs conditions de travail et des conditions d'accueil des élèves à la hauteur de leurs besoins n'y auront rien fait ; pas plus que les promesses de l'ancienne Rectrice, de porter une attention particulière au sort fait au lycée pour 2018. Le lycée Delambre connaîtra à nouveau 2 suppressions de postes à la prochaine rentrée et plus de 70 heures en moins au total. Cela porte à 27 le nombre de postes supprimés depuis 2010, dont un poste de CPE, et tout cela à effectif quasi constant.

Une gestion " au plus près des besoins réels " (sic) !

L'administration manœuvre habilement pour faire passer tout ça : le vote du CA n'a pas porté sur la répartition de la DGH comme à l'accoutumé. Il semble en effet que, depuis 2 ans, le Rectorat, comme le lycée, aient oublié comment se préparait une rentrée : le proviseur a ainsi répété à l'envie qu' " on ne sait pas combien d'élèves vont s'inscrire effectivement en secondes ", " on ne sait pas quelle sera la composition par filière des classes de première ", " on ne connaît pas le nombre de redoublant-e-s de terminales "...autant de formules pour justifier une gestion " au plus près des besoins réels " (sic), autrement dit, une gestion de dernière minute et tant pis si on doit réclamer en juin des profs pour les postes supprimés en février : telle est la loi de la rationalisation managériale. Alors que la Rectrice avait reconnu en décembre que la situation au lycée, avec 35 élèves en secondes, était " intenable ", il faudra se contenter d'une promesse d'ouverture d'une seconde supplémentaire si le seuil fatidique des 150 inscrit-e-s en seconde devait être franchi en juin. Les personnels n'ont plus qu'à espérer qu'elle aura laissé un post-it sur le sujet à celle qui lui a succédé depuis le 14 février dernier.

Il faudra encore une fois que les personnels assument les conséquences des choix budgétaires et politiques de ce gouvernement : toujours aucun moyen pour l'éducation prioritaire au lycée alors qu'il accueille plus de 45 % d'élèves issus de famille dites de " CSP défavorisées " (source : MEN) ; un accompagnement personnalisé en classe entière ; des heures sup' en pagaille dans certaines disciplines en lieu et place de créations de postes (près de 18 heures sup' en math ; plus de 20 en physique-chimie) ; des personnels toujours plus nombreux en service partagés sur plusieurs établissements, une augmentation massive de la précarité avec la multiplication des recours aux services civiques là où les contrats aidés ont été supprimés.

Réouverture de la section Handball : des élèves en plus en secondes

Au milieu de ce marasme, une bonne nouvelle pour le lycée : la Rectrice a autorisé avant son départ la réouverture de la section Handball, fermée par le précédent Recteur. Mais du coup, il y a fort à parier que cela va drainer de nouveaux élèves et que le seuil fatidique des 150 inscrits en seconde sera allègrement franchi. Encore une fois, le fait du Prince est à l'œuvre mais il ne faut pas compter pour autant sur une sixième seconde pour l'instant : N'anticipons pas, il est trop tôt ; surtout, surtout, attendre l'été pour ne rien faire !

L'amélioration des conditions d'accueil et de travail au lycée Delambre ne peut passer que par une mobilisation massive des personnels. SUD éducation soutiendra toutes les formes d'action envisagées pour cela. SUD éducation appelle à se mobiliser dans le cadre plus large des mobilisations en cours contre les suppressions de postes dans l'Académie, contre Parcoursup et la réforme Blanquer ; contre l'école du tri social et la politique de destruction des services et de la fonction publiques menée par le gouvernement.

Moyens en baisse et suppressions de postes

Un vigile avec un chien (un malinois, une bête charmante) est à présent posté tous les matins devant les grilles de l'établissement au moment de l'entrée des élèves. Il fait également une ronde dans l'établissement à ses heures perdues. Renseignements pris, il est présent dans l'établissement entre 5h et 11h le matin.

Un agent de sécurité, là où les personnels réclament depuis des mois des enseignant-e-s et des personnels de vie scolaire supplémentaires, c'est toute une philosophie.

Questionné sur le sujet, le proviseur affirme que c'est une " commande de la Région " sur laquelle le CA n'a pas la main, CA qui n'a d'ailleurs été ni consulté, ni informé. " Il y a des intrusions la nuit dans l'établissement ", voilà pourquoi il a été recruté par la Région ; c'est la raison de sa présence le matin, à la grille, à l'entrée des élèves...
CQFD.

ParcourSup'prime ton avenir !

En France, on peut s'inscrire à la fac avec un Bac. Simplement avec un Bac. Pour l'instant, l'éducation est un droit assuré par le service public. Pour l'instant. Mais plus pour longtemps. Les gouvernements - qu'ils soient de droite ou de gauche - essaient depuis 15 ans de privatiser les facs. D'abord ils les ont rendu " autonomes ", pour qu'elles puissent aller chercher de l'argent où elles veulent (chez des investisseurs privés par exemple). Puis ensuite ils ont donné de moins en moins d'argent aux universités, pour les obliger à se tourner vers le privé.

C'est vicieux, vous trouvez ? Oui. Mais ce n'est pas tout. Puisque le budget des facs a pris une grosse claque, elles n'ont plus les moyens d'accueillir tout le monde. Au lieu de trouver des dollars, les politiques ont monté une belle histoire. Après avoir retiré aux facs leurs financements, ils ont mis un truc stupide en place : le tirage au sort. Qui peut accepter que son avenir soit " tiré au sort " ? S'ils rêvent de la sélection à l'entrée des facs, c'est donc une histoire de sous. Mais il y a une autre raison : en réalité, ils n'ont jamais voulu d'une éducation pour tous, en France comme ailleurs. C'est nous, les enfants d'ouvriers, d'employés, de petits fonctionnaires, qui leur avons imposé. Ce sont nos parents et nos grands-parents qui se sont battus pour ça, en 1968 par exemple puis en 1986 contre la loi Devaquet qui prévoyait déjà la sélection à l'université. Depuis ils ne veulent qu'une chose : sortir des facs tous ceux qui, de leur point de vue, n'auraient jamais dû y entrer. Et voilà Parcoursup' !

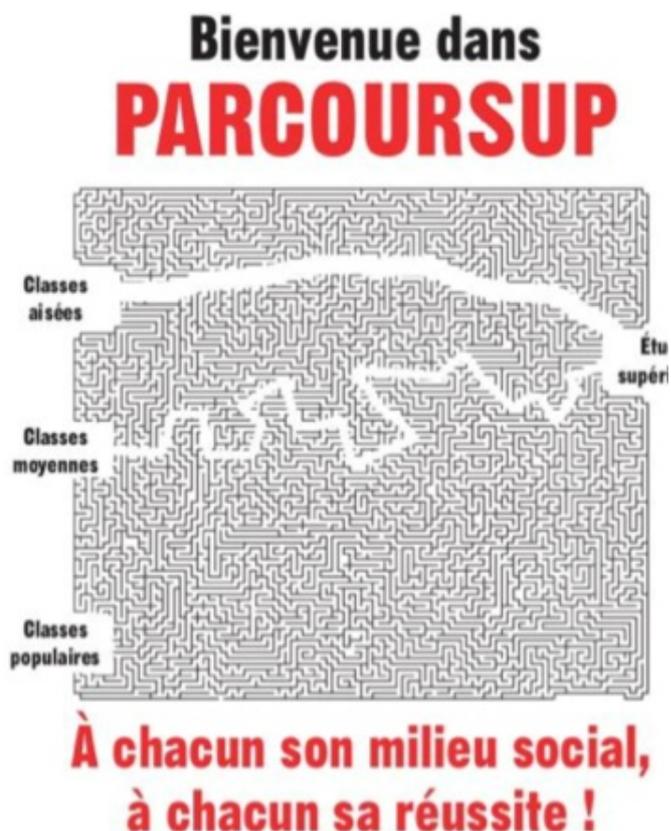
Au lieu de te laisser décider de ton avenir, tu vas devoir le confier à ton conseil de classe, à des inconnus dans une université. Dépassés par le nombre de demandes, ils ne vont pas lire attentivement ton dossier, ton projet professionnel ou chercher à savoir ce qui te motive. Non ! Ils vont juste paramétrer un logiciel. Pas de mention ? Pas de fac ! Ton lycée n'est pas huppé ? Va voir à côté ! Ton parcours n'a pas l'air cohérent ? Fous le camp ! Le parcours individualisé ? Ce sera un cours devant ton PC !

Et il y a ceux qui vont dire que la sélection peut être une bonne chose, qu'être sélectionné, c'est faire preuve de ses qualités. Mais qui dit sélection dit concurrence. Pas seulement entre les futurs étudiants, mais aussi entre les établissements. Ça veut dire qu'on va créer des facs d'excellence, quasi inaccessibles, très chères, dans les grandes villes. Et qu'il y aura les autres facs, moins réputées, où seront relégués les "mauvais", que l'on ne recrutera pas car ils ne viennent pas d'une "bonne" fac.

C'est la fin des diplômes ayant une valeur nationale, pour tous et reconnus par tous, c'est la formation à la carte de crédit : paies ce que tu peux, tu mériteras ce que tu paieras.

Quels que soient ses résultats, un jeune doit pouvoir s'inscrire dans la filière de son choix, à lui de faire ses preuves lors de la première année.

Sud Education revendique l'abandon du dispositif "Parcoursup " et l'ouverture du nombre de places nécessaires dans le supérieur afin d'accueillir tous les jeunes bacheliers.



Nous contacter

Sud Éducation, 3-5 rue Jean Godris,
80000 AMIENS
Mail : somme@sudeducation.org
www.sudeducation-somme.org
Facebook : SUD Éducation Somme - 80
Portable : 06 07 05 76 67
Permanence le jeudi de 14h à 17h,
3-5 rue Godris (centre ville)

Bulletin bimestriel du syndicat Sud-Éducation 80 imprimé au siège du syndicat. **CPPAP 0920 S 07511** Dépôt légal Amiens centre de tri. – Directeur de publication : Bertrand Hansart. Dispensé de timbrage. Prix au numéro : 1,5€. Abonnement : 10 €/an. **ISSN 2430-1655**

éducation
Sud80

EXPRESSION DE SUD EDUCATION SOMME
3-5 RUE JEAN GODRIS,
80000 AMIENS

AMIENS PPDC

P7

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le : 23/02/2018

A distribuer avant le : 05/03/2018

Les mobilisations de février

À l'université, des professeurs se sont mobilisés pour dénoncer la réforme Parcoursup' lors des portes ouvertes des universités.

Dans le secondaire, des manifestations et audience au Rectorat ont été organisées les 1er et 6 février rassemblant à chaque fois une centaine de personnes pour dénoncer la réforme du baccalauréat et de Parcoursup'.

Dans le primaire, le député François Ruffin a invité les parents d'élèves à se mobiliser avec l'opération " La nuit des écoles ". Mercredi 14 février, une centaine de personnes ont manifesté place Gambetta pour dénoncer la fermeture des écoles et depuis une vingtaine d'écoles ont été occupées dans tout le département!

Construisons la convergence et la grève unitaire le 22 mars

Sept organisations syndicales de la fonction publique appellent à la grève le 22 mars pour revendiquer une hausse des salaires, l'arrêt des suppressions d'emplois, la titularisation des contractuels, l'égalité professionnelle, l'abrogation du jour de carence, la défense du système de retraite par répartition.

Toutes et tous en grève et dans les manifestations ! Défendons le bien commun qu'est le service public. Remettons le progrès social au goût du jour.